

SOUTENIR LES RÉFORMES STRUCTURELLES DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE 2018-2025

Le Conseil de l'Europe est un partenaire important de l'UE dans la mise en œuvre des projets de réforme de l'instrument d'assistance technique (IAT) dans les domaines des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit, adaptés aux besoins des États membres de l'UE. Depuis 2018, ce travail est mené en étroite collaboration avec le groupe de travail « Réforme et investissement » (SG.REFORM) de la Commission européenne.

EN CHIFFRES



65 PROJETS DEPUIS 2018.



ENVIRON **35 MILLIONS D'EUROS** DE SOUTIEN MOBILISÉS.



Actions menées dans **la plupart des États membres de l'UE** pour réaliser des réformes structurelles.

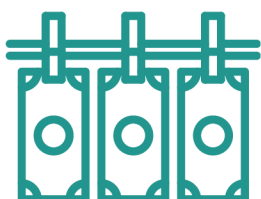
UN IMPACT CONCRET DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UE



Assurer une bonne gouvernance en République slovaque

Avec le soutien du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, la République slovaque a élaboré un cadre législatif plus solide afin de renforcer les structures institutionnelles et d'améliorer la collaboration entre les autorités locales, régionales et centrales.

République slovaque,
2019-2021



Bulgarie, 2020-2023



Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Bulgarie.

Grâce au soutien de ce projet, les autorités bulgares ont adopté un plan d'action renforcé visant à atténuer les risques liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme (BA/FT). La Bulgarie a ainsi

- réduit l'exposition du pays aux risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
- amélioré l'efficacité de la prévention, de la détection et de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme grâce à des mesures législatives, réglementaires, institutionnelles et opérationnelles.

UN IMPACT CONCRET DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UE

Ce projet, mis en œuvre en 2022, a permis à Chypre de moderniser son code de procédure civile, marquant ainsi la première réforme majeure de la procédure civile à Chypre depuis 60 ans. Les principales réalisations ont été les suivantes :

- l'adoption réussie du nouveau code de procédure civile (CPC) par la Cour suprême de Chypre ;
- la préparation de l'application du nouveau CPR, grâce à une stratégie de communication, des événements de sensibilisation et des programmes de formation, en particulier à l'intention des professionnels du droit.

Chypre, 2020-2022



Slovénie, 2021-2023



Amélioration du système de justice pour mineurs en Slovénie.

Grâce à ce projet, la Slovénie a réussi à rédiger une nouvelle loi visant à améliorer et à moderniser ses systèmes de justice pour mineurs et pénitentiaire, marquant ainsi la première réforme majeure depuis les années 1970.

En conséquence, le système judiciaire est davantage axé sur l'enfant et met davantage l'accent sur l'évaluation des risques et des besoins selon une approche individuelle, conformément aux dernières normes européennes et internationales.

En outre, la réinsertion des détenus est améliorée, le professionnalisme du personnel pénitentiaire est renforcé et la politique des ressources humaines est mieux développée.



Barnahus : Soutien aux enfants victimes d'abus sexuels en Finlande.

BBarnahus, la principale initiative européenne dédiée au soutien des enfants victimes d'abus sexuels, a été mise en œuvre en Finlande dans cinq unités spécialisées en psychologie/psychiatrie légale au sein d'hôpitaux universitaires. Le projet :

- a comblé les lacunes législatives en plaçant en faveur d'un projet de loi spécifique à Barnahus ;
- a amélioré la qualité de la réponse du système judiciaire à l'exploitation et aux abus sexuels des enfants ;
- a dispensé une formation aux techniques d'entretien médico-légal assistée par l'IA ;
- a doté les professionnels d'outils leur permettant de traiter et de gérer les cas d'une manière adaptée aux enfants.

Finlande, 2021-2024



VISITEZ LA PAGE WEB DU PROGRAMME ET DÉCOUVREZ-EN PLUS SUR LES PROJETS DE RÉFORME STRUCTURELLE EN SCANNANT LE CODE QR.

Cofinancé par l'Union européenne via l'instrument d'assistance technique et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe, en coopération avec la Commission européenne.

Co-funded
by the European Union



Co-funded and implemented
by the Council of Europe